Burundi : "L’introuvable et indispensable dialogue", selon ICG

International Crisis Group, 20 mai 2016 Burundi : anatomie du troisiÃ¨me mandat Rapport Afrique NÂ°235 - 20 mai 2016 SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS Un an aprÃ¨s le dÃ©but de la crise dÃ©clenchÃ©e par la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat, la situation au Burundi reste critique. Manifeste depuis les secondes Ã©lections post-conflit en 2010 et amplifiÃ©e par la querelle autour du troisiÃ¨me mandat en 2015, la radicalisation du rÃ©gime a consacrÃ© la prÃ©Ã©minence des Ã©lÃ©ments les plus durs du parti au pouvoir. Ceux-ci sont dÃ©terminÃ©s Ã tourner la pag systÃ¨me institutionnel issu de lâ€™accord dâ€™Arusha, conclu entre les Ã©lites hutu et tutsi en 2000, qui a mis en place un systÃ¨me de quotas ethniques au sein des institutions, y compris lâ€™armÃ©e, et limitÃ© Ã deux les mandats des prÃ©sidents Le projet politique de dÃ©mantÃ¨lement dâ€™Arusha et le retour des discours et pratiques de violence du passÃ© rÃ©panden une grande peur dans la sociÃ©tÃ© burundaise. TÃ©tanisÃ©e, cette derniÃ¨re nâ€™a pas encore cÃ©dÃ© Ã la manipulation e mais les tentatives de rÃ©-ethnicisation des antagonismes sont bel et bien Ã lâ€™Å“uvre. Alors que le gouvernement et lâ€™opposition sont invitÃ©s Ã se rencontrer en Tanzanie le 21 mai, il est impÃ©ratif que les garants de lâ€™accord dâ€™Aru demandent aux parties de sâ€™engager dans un vÃ©ritable dialogue sur le futur de lâ€™accord de paix afin dâ€™Ã©viter que douloureuse du pays ne se rÃ©pÃ¨te. Le troisiÃ¨me mandat commence sous le signe de la violence, de la peur, de la rÃ©gression socioÃ©conomique et dâ€™une accentuation des fractures sociÃ©tales. AprÃ¨s les manifestations dâ€™avril 2015 rÃ©Ã©lection du prÃ©sident Nkurunziza en juillet 2015, la confrontation a pris la forme dâ€™une guÃ©rilla urbaine qui, au-delÃ assassinats ciblÃ©s, des tortures et des disparitions quâ€™elle occasionne, a des effets insidieux dÃ©vastateurs. En effet, en ethnicisant son discours et en affichant sa volontÃ© de mettre fin Ã la dÃ©mocratie de consensus dâ€™Arusha, le rÃ©gime est entrÃ© en rupture ouverte avec une partie du pays. La fuite de 250 000 Burundais, dont une bonne partie de lâ€™establishment politique et Ã©conomique et des activistes de la sociÃ©tÃ© civile, vide le Burundi de ses forces vives et illus les fractures sÃ©parant dÃ©sormais le rÃ©gime de lâ€™armÃ©e, de la capitale et de la communautÃ© tutsi. Les Ã©changes Ã©conomiques entre Bujumbura et le monde rural sont Ã©galement perturbÃ©s, et selon les plus rÃ©centes estimations, 10 pour cent de la population (soit 1,1 million de personnes) a besoin dâ€™assistance humanitaire au sens large. Au cÅ“ur de cette confrontation se trouve le paradoxe suivantÂ : alors que le Burundi sâ€™est dÃ©mocratisÃ©, ce nâ€™est pas le cas du pa pouvoir, le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD). La fracture est totale entre le systÃ¨me institutionnel de partage du pouvoir sur une base politico-ethnique et un parti qui sâ€™est radicalisÃ©, repliÃ© sur son noyau historique (les chefs militaires de lâ€™Ã©poque du maquis) qui se livre Ã une ethn par le haut. Tandis que lâ€™opposition, maintenant contrainte Ã lâ€™exil, ne parvient pas Ã dÃ©passer ses clivages historique schÃ©ma de rÃ©pression actuel (dÃ©nonciation dâ€™un complot tutsi, milicianisation des services de sÃ©curitÃ©, constitution dâ€™unitÃ©s fidÃ¨les au pouvoir) ravive la crainte dâ€™une rÃ©pÃ©tition des violences de masse du passÃ©. Rien nâ€™indic moment que les Burundais soient prÃªts pour une mobilisation violente sur une base ethnique, mais la crise socio-humanitaire en gestation, lâ€™insÃ©curitÃ© physique, politique et Ã©conomique dâ€™une partie de la population, et la peur ell mÃªme, crÃ©ent les conditions parfaites dâ€™un pourrissement et dâ€™une ethnicisation de la crise. Alors que de nombreux Burundais et la communautÃ© internationale croyaient avoir rÃ©solu le problÃ¨me ethnique avec lâ€™accord dâ€™Arusha, cett thÃ©matique revient en force en ce dÃ©but de troisiÃ¨me mandat de Pierre Nkurunziza. Pour inverser cette dynamique, un dÃ©bat sur les modifications de lâ€™accord de paix dâ€™Arusha devrait Ãªtre organisÃ©. Actuellement, le rÃ©gime met en scÃ simulacre de dÃ©bat en organisant un Â«Â dialogue nationalÂ Â» entiÃ¨rement sous contrÃ´le. IdÃ©alement, un dÃ©bat sur Arusha devrait avoir lieu au Burundi. Cela suppose nÃ©anmoins que les libertÃ©s actuellement bafouÃ©es (libertÃ©s dâ€™expression, de la presse, de rÃ©union, etc.) soient Ã nouveau garanties et que lâ€™opposition puisse rentrer dâ€™exil. ces conditions prÃ©alables ne sont pas satisfaites et pour sortir de lâ€™imÂ-passe actuelle, une discussion entre lâ€™oppositio le gouvernement sur le futur dâ€™Arusha doit sâ€™engager hors du pays sous lâ€™Ã©gide des garants de lâ€™accord. La rÃ convoquÃ©e par le facilitateur de la CommunautÃ© dâ€™Afrique de lâ€™Est (EAC), lâ€™ancien prÃ©sident de la Tanzanie Be Mkapa le 21 mai doit Ãªtre la premiÃ¨re Ã©tape pour rendre possible ce dialogue sur le futur de lâ€™accord dâ€™Arusha. SimultanÃ©ment, les acteurs internationaux et tout particuliÃ¨rement les Nations unies et lâ€™Union africaine doivent prendre des mesures pour empÃªcher que la situation politique dÃ©gÃ©nÃ¨re en conflit ethnique et en urgence humanitaire, mais Ã©galement se prÃ©parer Ã une intervention dâ€™urgence pour prÃ©venir des violences de masse.Â RECOMMANDATIONS Pour apaiser les tensions, relancer le dialogue et convaincre le gouvernement et lâ€™opposition dâ€™y participer Au gouvernement : 1.Â Sâ€™engager dans un dialogue constructif avec lâ€™opposition, permettre aux mÃ©dias et Ã la sociÃ©tÃ de travailler de faÃ§on indÃ©pendante et sereine, et revoir son approche violente envers les opposants. A lâ€™opposition : 2.Â Abandonner la violence, et pour lâ€™opposition non-armÃ©e en exil, sâ€™engager dans un dialogue constructif avec le gouvernement et mettre fin Ã ses dÃ©saccords internes pour prÃ©senter un front unifiÃ© et des positions claires. Aux Nations unies, Ã lâ€™Union africaine (UA), Ã la CommunautÃ© dâ€™Afrique de lâ€™Est et Ã lâ€™Union europÃ©enne (UE)Â : 3.Â structure de mÃ©diation internationale afin de parler dâ€™une seule voix. Aux garants de lâ€™accord dâ€™Arusha (en particu lâ€™Afrique du Sud, la Tanzanie)Â : 4.Â Former un groupe de travail composÃ© du Conseil national pour le respect de lâ€™ac dâ€™Arusha pour la paix et la rÃ©conciliation au Burundi et de lâ€™Etat de droit (Cnared), des Forces nationales de libÃ©ratio (FNL) et du CNDD-FDD chargÃ© de discuter des modifications nÃ©cessaires de lâ€™accord de paix dâ€™Arusha.Â A lâ€™U 5.Â Sâ€™entendre pour mettre en Å“uvre la dÃ©cision de lâ€™UE de changer les modalitÃ©s de financement de la Mission de africaine en Somalie (Amisom) en versant les soldes directement aux militaires sans passer par le gouvernement.Â 6.Â Rechercher un autre pays contributeur de troupes pour Ã©ventuellement remplacer les soldats burundais au sein de lâ€™Amisom afin dâ€™Ã©viter que les autoritÃ©s burundaises puissent utiliser la participation du pays comme levier diplomatic Pour Ã©viter la dÃ©rive vers un conflit ethnique et Ãªtre prÃªt Ã intervenir en cas de violences de masse Aux bailleurs qui ont suspendu une partie de leur aideÂ (lâ€™UE, lâ€™Allemagne, la Belgique, les Etats-Unis, la France, les Pays-Bas, et la Suisse)A 7.Â Contribuer financiÃ¨rement au suivi des discours dâ€™incitation Ã la haine par les autoritÃ©s et par lâ€™opposition afin de contre les vellÃ©itÃ©s dâ€™ethnicisation. Ce suivi est dÃ©jÃ effectuÃ© par des ONG burundaises avec lâ€™appui de certains

mais il nÃ©cessite davantage dâ€™aide, notamment pour couvrir les discours des autoritÃ©s locales dans les provinces. Il en est de mÃªme du processus de documentation des abus des droits humains qui doit continuer Ã Ãªtre soutenu et renforcÃ©. Aux Nations unies, Ã lâ€™UA, lâ€™UE et aux partenaires bilatÃ©rauxÂ : 8.Â Pour lâ€™UA mettre en place, et pour lâ€™UE Ã©largir les sanctions Ã ceux qui tiennent des discours dâ€™incitation Ã la haine et aux discriminations.Â 9.Â Se mettre dâ€™ sur le dÃ©ploiement immÃ©diat de plusieurs centaines dâ€™obserÂ-vateurs des droits humains et de policiers internationaux armÃ©s. 10.Â Prendre les mesures nÃ©cessaires pour Ãªtre capable de dÃ©ployer rapidement une force dâ€™intervention en dâ€™urgence, pouvant inclure notamment des troupes de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (Monusco). Aux ONG burundaises et internationales qui Ã©taient impliquÃ©es avant la crise dans la rÃ©solution des conflits locaux et disposent de structures locales de mÃ©diationÂ : 11.Â RÃ©orienter le travail de ces structures vers la documentation des abus des droits humains et des discours dâ€™incitation Ã la haine Ã Bujumbura et dans les provinces. Pour attÃ©nuer lâ€™impact de la crise Ã©conomique et sociale sur les populations Aux bailleurs qui ont suspendu une partie de leur aide (lâ€™UE, lâ€™Allemagne, la Belgique, les Etats-Unis, la France, les Pays-Bas, et la Suisse) : 12.Â VÃ©rifier la neutralitÃ© politique et la fiabilitÃ© technique des acteurs non-gouverÂ-nementaux dans le cadre du changement des modalitÃ©s dâ€™aide. Cela suppose une Ã©valuation politique et technique rigoureuse de ces acteurs. Pour certains dâ€™entre eux, des partenariats avec des ONG internationales et un renforcement de leurs capacitÃ©s financiÃ¨res et managÃ©riales seront indispensables. 13.Â Financer des dispositifs de suivi de la situation nutritionnelle et sanitaire, et faire des Ã©tudes budgÃ©taires pour identifier le point de rupture dans les secteurs clÃ©s de la santÃ© et de lâ€™agriculture af calibrer le soutien financier dont ils font lâ€™objet. Les donateurs doivent veiller Ã ce que le changement des modalitÃ©s de financement des programmes dans ces secteurs, quâ€™aucun dâ€™entre eux nâ€™a lâ€™intenÃ-tion dâ€™arrÃªter, ne se tra interruption des financements en cours. 14.Â CrÃ©er un groupe de suivi de lâ€™Ã©conomie burundaise, et tout particuliÃ¨rem dans les domaines de la santÃ©, de lâ€™agriculture et de lâ€™accÃ¨s aux produits de premiÃ¨re nÃ©cessitÃ©. 15.Â DÃ©bloc fonds pour le plan dâ€™urgence humanitaire qui demeure sous-financÃ©.Â Nairobi/Bruxelles, 20 mai 2016Â Lire lâ€™intÃ©g Rapport